

# "On a besoin d'un discours DE VÉRITÉ"

**Le maire de Volvic, Mohand Hamoumou, a publié plusieurs ouvrages sur les harkis, étant lui-même fils de harkis passés notamment par le camp de Rivesaltes. Cet élu de gauche, qui a soutenu Emmanuel Macron, analyse la position de la France sur ce sujet complexe.** *Propos recueillis par Maud Guillot.*



**François Hollande avait reconnu la responsabilité des gouvernements français dans l'abandon des harkis.**

**Qu'attendez-vous désormais d'Emmanuel Macron ?**

Mohand Hamoumou : Puisque l'État reconnaît sa responsabilité dans l'abandon des harkis après les Accords d'Evian, non respectés, et dans l'accueil indigne de ceux qui ont pu se réfugier en métropole, il faut maintenant en évaluer sérieusement les conséquences pour proposer une réparation décente. Des décisions fortes, visibles, justes, sont nécessaires pour clore dignement un chapitre honteux de notre histoire.

**Qu'est ce qui, selon vous, a empêché ce travail de mémoire ?**

L'histoire des harkis a été longtemps refoulée en Algérie comme en France,

aucun des deux États ne souhaitant dire certaines vérités comme les massacres d'après l'indépendance. L'histoire a été réécrite par le FLN et ses soutiens français qui longtemps ne pouvaient admettre que les Harkis ne se sont pas battus pour le maintien du colonialisme mais contre le terrorisme aveugle du FLN. Les messalistes par exemple pensaient qu'il y avait d'autres voies que le terrorisme pour faire évoluer la situation en Algérie vers une égalité des droits et à terme vers l'indépendance.

**En septembre il a été dit qu'Emmanuel Macron ferait en décembre une annonce forte. Pensez-vous qu'Emmanuel Macron puisse renoncer par peur de rouvrir des blessures anciennes dans une société française déjà fracturée ?**

Emmanuel Macron n'a jamais manqué de courage. Compte tenu du contexte, il est compréhensible qu'il attende la fin du Grand Débat pour faire des annonces. Il est d'ailleurs important que ce dossier soit aussi évoqué durant ce grand débat comme d'autres problématiques. C'est pour cela que j'ai organisé une réunion publique en mars à Volvic.

**Vous aviez en tant que maire parrainé la candidature d'Emmanuel Macron et vous êtes un expert de l'histoire des harkis. Travaillez-vous auprès de ses équipes pour que des mesures aboutissent ?**

On ne m'a pas demandé de faire partie du groupe de travail présidé par le

Préfet Ceaux, sachant peut-être que j'ai toujours refusé de participer à des "commissions" sans représentativité légitime et sans réels moyens d'action. J'ai déjà écrit ce que je pensais du "rapport de la commission Ceaux" à savoir qu'il a déçu parce qu'il aborde la question sous l'angle de la solidarité voire de l'assistanat alors que les harkis attendent encore justice et réparation. J'ai été reçu récemment, ainsi que d'autres personnes, par des conseillers du président et par Madame la Secrétaire d'État aux Anciens Combattants. Nous avons fait part de propositions pour revoir ce dossier sur d'autres bases. Sinon, des actions en justice ou des actions médiatiques apparaîtront pour beaucoup comme l'ultime recours. Cela a d'ailleurs déjà commencé avec des associations doutant de la volonté des gouvernants à traiter réellement ce dossier.

**En quoi l'approche d'Emmanuel Macron peut-elle être différente des autres présidents ?**

Pour l'instant on n'a pas vu de grandes différences. Mais son âge et sa per-



Le camp aujourd'hui. Filmmé par France 3

© LAURENT MAZURIER - FRANCE 3 AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



sonnalité peuvent laisser espérer une approche différente. Parce qu'il n'a pas connu la guerre d'Algérie, il peut porter un regard plus objectif et vouloir privilégier l'avenir. Parce qu'il fait souvent preuve de courage et d'audace, il peut surprendre en osant ce que d'autres n'ont pas osé, c'est-à-dire s'engager sur la voie d'une vraie reconnaissance et de la réparation, symbolique d'abord. Cependant, sa seule volonté ne suffira pas car il reste des résistances dues à la méconnaissance de l'histoire et à des oppositions politiques.

**Comment considérez-vous ses sorties sur "la colonisation, crime contre l'humanité" ou sa démarche auprès de la famille de Maurice Audin?**

Pour la colonisation, il faut toujours se méfier des phrases sorties de leur contexte. L'expression était inadéquate et pouvait blesser car il n'y a bien sûr aucune analogie possible entre les pieds noirs et les nazis. Mais il faut éviter d'instrumentaliser à des fins politiciennes cette expression maladroite en déformant sciemment sa pensée. Il a voulu dire que le système colonial en tant que tel était injuste voire inhumain parce que toute colo-

nisation est une domination violente et souvent sanglante. Pour des gouvernants, reconnaître des faits même peu glorieux pour l'État, me semble toujours utile. À condition de le faire pour tous. Il faut aussi parler des victimes de la rue d'Isly le 26 mars ou du 5 juillet 62 à Oran ou de celles de Mélouza. Le risque est de sombrer dans une concurrence des drames ou une surenchère de la repentance. On a besoin de la part du président d'un grand discours de vérité mettant en perspective toute notre histoire récente avec une volonté de justice, d'apaisement, de réconciliation autour d'une histoire commune connue, reconnue et assumée.

**N'est-il pas légitime d'espérer de l'Algérie ce même travail de mémoire voire de repentance?**

C'est nécessaire pour une réparation complète mais illusoire tant que le FLN est au pouvoir. Beaucoup d'Algériens savent que la vérité historique est plus complexe que les mythes et caricatures que veut imposer le FLN. Aujourd'hui, avec les voyages, les paraboles, internet, les Algériens peuvent entendre d'autres versions de la guerre en Algérie. Il faut d'ailleurs bien distinguer l'appareil politique du FLN et le

peuple algérien, prêt à entendre une histoire nuancée et à privilégier l'avenir. "Quand la vérité est en marche, rien ne l'arrête", a écrit Zola. Espérons que ce temps viendra vite afin d'aboutir à une complète et saine réconciliation entre tous ceux qui restent par leur histoire attachés à la terre algérienne. Cela permettra de développer les relations entre la France et l'Algérie dans l'intérêt des deux rives de la Méditerranée. ♦

**AJIR**

Fondée par Mohand Hamoumou à Clermont-Ferrand, l'Association justice, information, réparation ou AJIR, vise la reconnaissance de l'histoire des harkis. La première démarche a été de faire sortir de l'ombre le cimetière d'enfants, un lieu symbolique qui avait été entretenu par l'armée alors qu'elle n'avait reçu aucune consigne pour le faire. Une stèle a été apposée en 2004 puis une autre en juin 2012 pour le camp de toiles de tente. En 2017, des panneaux explicatifs ont été érigés. Président d'AJIR depuis 2006, Mohammed Taiffour est le fils d'un harki passé par Bourg-Lastic. Il a retrouvé quelques familles et organise chaque année, en juin, une cérémonie du souvenir.



**"Beaucoup d'Algériens savent que la vérité historique est plus complexe que les mythes et caricatures que veut imposer le FLN. Aujourd'hui, avec les voyages, les paraboles, internet, les Algériens peuvent entendre d'autres versions"**